

LA SANTÉ AVANT LES PROFITS !

La France est désormais le pays le plus touché par la 2^e vague de Covid. Le collectif « Plus jamais ça, Préparons le monde d'après » du sud Audois, rassemblant associations et citoyen-ne-s se reconnaissant dans la démarche du collectif national et du plan de sortie de crise, déplore la gestion calamiteuse par le gouvernement de la crise sanitaire.

Aucune leçon ne semble avoir été tirée de la première vague, les mesures appliquées n'étant que répressives et ne montrant aucune volonté d'investir dans le système de santé qui est depuis plusieurs années en grande souffrance, ni aucune mesure ne visant à compenser les inégalités sociales exacerbées par cette crise. Les mesures prises, extrêmement liberticides, ne sont accompagnées d'aucun investissement réel de l'État : pas de créations de lits dans les hôpitaux, pas d'embauches de personnel, pas de plan de santé de ville pour limiter les hospitalisations, pas de réquisition du secteur privé. Et dans les autres secteurs, des plans annoncés qui sont inapplicables sans moyens supplémentaires: les transports en commun sont bondés, les classes surchargées.

PLAN DE SORTIE DE CRISE



DES 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100

Pire, ces mesures ne font qu'augmenter des inégalités déjà fortement ancrées par le système économique et les choix politiques actuels : les grands distributeurs et les géants d'Internet se gavent pendant que petits commerçants et producteurs locaux étouffent, les violences conjugales s'accroissent avec des couvre-feux inefficaces, le monde de la culture et les associations sont à l'arrêt total.

Il n'est pas question de nier la crise sanitaire et il est nécessaire de limiter la propagation du virus. La protection de la population passe aussi par la prise en charge des plus vulnérables (sans toits, sans papiers...) comme de toutes celles et ceux qui sont le plus impactés par cette crise (saisonnier-e-s, intérimaires, intermittents, chômeur-euse-s, petit-e-s commerçant-e-s, auto-entrepreneur-e-s-s, restaurateurs, petit-e-s producteur-trice-s, secteur culturel, secteur associatif...). Les grandes entreprises françaises ont continué à distribuer des dividendes alors qu'elles bénéficiaient d'aides massives de la part de l'État. La crise environnementale, toujours plus destructrice, est ainsi reléguée au second plan des politiques, mais sa prise en compte ne peut attendre. Elle doit s'articuler avec les exigences légitimes de justice fiscale, sociale et sanitaire.

Construisons le monde d'après, un monde écologique et solidaire.

8 mesures d'urgence

Nous exigeons :

- ♦ La gratuité des masques, du gel hydro-alcoolique et autres accessoires de protection.
- ♦ Un plan d'urgence pour l'hôpital public avec une refonte complète de la politique de service public de santé, et pour l'Éducation Nationale ; des recrutements et de réels moyens pour appliquer des mesures sanitaires cohérentes et concertées, ainsi que l'aménagement des programmes et des examens.
- ♦ La protection des plus fragilisé-e-s et de tous ceux et celles qui sont dans l'impossibilité de travailler (sécurité sociale alimentaire, réquisition de logements pour les sans-abris, régularisation des sans-papiers, refuges pour les femmes victimes de violences conjugales).
- ♦ L'arrêt de la dilapidation des fonds publics lorsqu'elle prétend sauver l'emploi alors que les dividendes sont versés. Une autre répartition des aides publiques aux entreprises sur des critères d'utilité sociale et d'emploi, assorties de contreparties environnementales.
- ♦ Une redéfinition démocratique des secteurs « essentiels » incluant nos besoins matériels, sociaux et culturels à sauvegarder et à accompagner en temps de crise, ainsi que la réouverture immédiate des librairies.
- ♦ Un véritable soutien financier des acteurs de la vie sociale les plus impactés par la crise, en particulier les associations, les lieux de convivialité, de culture, de sports, d'épanouissement...
- ♦ La création d'une taxe COVID sur les GAFAM, les commerces en lignes et les industries qui profitent de cette crise sanitaire pour compenser toutes les pertes de revenus dues au confinement.
- ♦ La transformation de la politique agricole vers une politique alimentaire qui garantisse des produits de qualité à chacun-e tout en rémunérant les paysan-ne-s.

Le collectif « Plus jamais ça, Préparons le monde d'après »

collectif_plus_jamais_ca_sud07@laposte.net